



Communiqué de presse : lundi 23 juin 2025

La Fédération Départementale des Chasseurs des Alpes-Maritimes quitte le Comité départemental Loup 06 en solidarité avec les éleveurs

Attaques de loups : la faune sauvage menacée, les chasseurs abandonnés par les pouvoirs publics

Depuis plus de 30 ans et la réintroduction du Loup sur notre territoire, les Alpes-Maritimes sont le 1^{er} Département touché par la prédation.

En effet, notre territoire subit une recrudescence alarmante d'attaques de loups sur la faune sauvage. Cerfs, chevreuils, mouflons, chamois, sangliers et autres espèces emblématiques sont directement visés.

Ces prédatons répétées mettent EN PERIL l'équilibre écologique local, fruit d'un travail rigoureux et responsable de gestion des espèces par les chasseurs.

Nous, chasseurs et acteurs de terrain, constatons jour après jour les ravages causés par la présence non régulée du loup. De nombreux scientifiques s'accordent à dire que le loup en surnombre est une menace pour la biodiversité.

Contrairement aux clichés, nous sommes les premiers protecteurs de la biodiversité. Notre engagement va bien au-delà de l'acte de chasse : nous suivons les populations, aménageons les habitats et veillons à maintenir l'équilibre entre espèces.

Solidarité avec les éleveurs

Face à cette situation, nous exprimons également notre **solidarité totale avec les éleveurs** durement touchés par les attaques répétées sur les troupeaux. Leurs bêtes ne sont pas seulement tuées, elles sont aussi stressées, dispersées, parfois avortées, blessées, entraînant des conséquences économiques et humaines graves.

Sur le terrain, chasseurs et éleveurs partagent les mêmes inquiétudes, les mêmes souffrances et le même sentiment d'abandon.

Nous faisons front commun pour **défendre un territoire vivant, rural et équilibré.**

Des chiffres largement sous-estimés : une réalité bien plus inquiétante

Nous alertons également sur la **méthode actuelle de calcul de la population de loups** qui ne reflète en rien la réalité du terrain.

Au fil des années, cette méthode s'est de plus en plus complexifiée rendant impossible le travail concret de recueil des indices à croire que c'est fait volontairement.

En tant qu'observateurs quotidiens de la nature, nous affirmons que la population lupine est bien supérieure aux chiffres officiels.

Les preuves s'accumulent : les loups ne sont plus seulement présents en montagne ou en forêt. Ils ont désormais été observés jusqu'en **zone périurbaine et même en zone urbaine comme à Nice**. Les autorités ne peuvent continuer à ignorer ou minimiser ce phénomène inédit et extrêmement préoccupant. D'ailleurs, la disparition de la crainte de l'homme chez le loup a incité les Suisses à réduire de façon drastique leur population.

Une réglementation déconnectées du terrain

Le plus grave reste peut-être le **caractère idéologique et technocratique** de la réglementation actuelle. Les règles qui encadrent la gestion du loup sont **dictées depuis des bureaux parisiens ou européens**, souvent par des décideurs **déconnectés du terrain**, voire **militant depuis leurs appartements en ville**, sans avoir jamais mis un pied dans une forêt. Leur vision romantique de la nature se heurte à la réalité que nous vivons au quotidien : celle d'une nature menacée, d'un équilibre rompu et de ruraux laissés seuls face au problème.

Nous ne remettons pas en cause l'existence du loup, mais la **gestion aveugle et idéologique de sa présence** qui sacrifie à la fois la faune sauvage, les troupeaux et les efforts concrets des acteurs locaux.

Les pouvoirs publics doivent agir

Le Département des Alpes-Maritimes est colonisé entièrement par le loup. Sa présence ne s'arrête plus autour des troupeaux ou dans les montagnes. La réglementation actuellement ne permet pas de faire face à cette prolifération.

Aujourd'hui, nous dénonçons le **silence et l'inaction des pouvoirs publics**. Aucune mesure sérieuse n'est prise pour encadrer efficacement la présence du loup, ni pour limiter ses attaques sur la faune sauvage et domestique.

Notre expertise de terrain, pourtant précieuse, est systématiquement ignorée.

Nos demandes sont claires :

- Une reconnaissance officielle de l'impact des loups sur la faune sauvage
- Une révision urgente des méthodes de suivi et de comptage
- Une **réforme de la réglementation** construite **avec les acteurs de terrain** et non contre eux
- Et enfin, que **les chasseurs soient pleinement considérés comme partenaires dans les discussions, et associés systématiquement aux décisions** concernant la gestion du loup et de la faune sauvage.

Nous refusons de rester spectateurs de la disparition progressive de notre faune. Il est temps que l'Etat prenne ses responsabilités sur ce dossier de sécurité publique.